

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-UE : signature d'une convention de financement

D'UN peu plus de 3 milliards de nos francs, elle devrait contribuer à la formation de plus de 14 000 jeunes sans emploi.

J.KOMBILE.MOUSAVOU
Libreville/Gabon

LE gouvernement et l'Union européenne (UE) ont procédé, hier, à la primature, à la signature d'une convention de financement du programme "Cap sur l'autonomisation des jeunes au Gabon".

C'est le ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales, Roger Owono Mba, et l'ambassadeur, cheffe de la Délégation de l'UE au Gabon, Rosario Bento Pais, qui ont paraphé les documents y relatifs. En présence, entre autres, du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, des partenaires au développement et de plusieurs diplomates des pays membres de l'UE accrédités en République gabonaise.

Le chef du gouvernement a indiqué que l'accord avec l'UE devrait promouvoir l'autonomisation de nombreux jeunes économiquement faibles en leur permettant d'avoir accès à des formations qualifiantes adaptées aux besoins réels de l'économie. D'autant que, selon lui, face à la montée du chômage, le gouvernement, sous l'impulsion du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, multiplie des initiatives afin de venir à bout de ce fléau qui affecte les Gabonais âgés de 16 à 35 ans.

De fait, la convention va financer la formation de plus de 14 000 jeunes dans plusieurs domaines à travers des incubateurs. Ce qui devrait leur permettre de mieux saisir les opportunités d'emploi au sein de leurs communautés, tout en développant leurs potentialités en matière d'entrepreneuriat. De façon globale, elle devrait permettre de contribuer, de manière significative, à l'insertion économique des jeunes déscolarisés, des diplômés sans emplois, des jeunes sans qualification.

Financé par le 11e Fonds européen de développement (Fed) à hauteur de 5 millions d'euros,

soit 3 milliards 279 millions 293 mille francs Cfa, ce programme, a

La convention va financer la formation de plus de 14 000 jeunes dans plusieurs domaines à travers des incubateurs.

une importante étape dans le processus de mise en œuvre de

la stratégie de diversification de l'économie gabonaise".

Il convient de noter que cette signature de convention s'est déroulée au lendemain de la reprise du dialogue politique intensifié entre le Gabon et l'UE. Suspendu le 17 septembre 2017, ledit dialogue s'inscrit dans le cadre du processus de consultation prévue par les Accords de Cotonou entre l'Afrique et l'UE. À cet effet, les représentants de la partie gabonaise et de l'UE se penchent sur les problématiques liées aux droits de l'Homme, les libertés fondamentales, la gouvernance démocratique et les élections.

À l'ouverture des pourparlers, lundi 25 novembre dernier, à l'hôtel Radisson Blu de Libreville, le chef du gouvernement, Julien



Echange des parapheurs entre Mme Rosario Bento Pais et Roger Owono Mba.

Nkoghe Bekale, on se rappelle, a réaffirmé l'ambition du Gabon d'être résolument tourné vers la démocratisation et le développement. Tout en indiquant que notre pays a procédé à d'im-

portantes réformes politiques, institutionnelles et électorales. À noter que le dialogue politique intensifié entre le Gabon et l'UE se poursuit jusqu'à demain, à huis clos.

Convergence de vues

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LES choses semblent passer à la vitesse supérieure entre le Gabon et l'Union européenne (UE) depuis quelque temps. En tout cas depuis l'arrivée de la nouvelle cheffe de la Délégation et ambassadeur de l'UE, Mme Rosario Bento Pais. Quelques jours seulement après la reprise du dialogue entre le Gabon et l'UE, interrompu depuis septembre 2017, on est passé à une nouvelle étape dans la coopération entre les deux parties. Notamment avec la signature d'une convention au profit de la jeunesse : "Cap sur l'autonomisation des jeunes au Gabon". Les actions y relatives s'élèvent à un peu plus de 3 milliards (lire ci-dessus).

Cette avancée dans la relation entre le Gabon et l'Union européenne s'inscrit dans la feuille de route que Mme Rosario Bento Pais avait déclinée devant le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'occasion de

la présentation de ses lettres de créances. S'appuyant sur le sommet d'Abidjan en Côte d'Ivoire, la diplomate européenne avait justement rappelé les défis de stabilité et de gouvernance ; et surtout le besoin d'augmenter l'investissement et la création d'emplois...

Et par rapport à cela, elle estimait que "l'attention prioritaire à la jeunesse et à la promotion d'une effective et équitable participation des femmes dans la vie éco-

nomique et publique, semblent aussi des sujets sur lesquels nous partageons une vision qui pourra se traduire dans des modalités concrètes de coopération". Le moins que l'on puisse dire aujourd'hui, à la lecture de la convention signée entre le Gabon et l'Union européenne hier, c'est que nous y sommes désormais. On sait que le président Ali Bongo Ondimba a fait de la lutte contre le chômage des jeunes l'un de ses chevaux de bataille.

Et, convaincu de ce que l'une des causes de l'élévation du taux de chômage des jeunes dans notre pays est indéniablement l'inadéquation formation-emploi, le numéro un gabonais prône comme stratégie de lutte contre le chômage : les formations adaptées et l'auto-emploi des jeunes. Toute chose qui rentre dans les objectifs visés par la convention signée hier entre le ministre gabonais des Finances et la cheffe de la Délégation de l'UE.



Photo de famille au terme de la signature de la convention sur l'employabilité des jeunes.